



Extrait de l'Association pour l'Économie Distributive

<http://www.economiedistributive.fr/Comment-l-economie-distributive-s>

Tribune libre

Comment l'économie distributive s'inscrit dans le socialisme historique

- La Grande Relève - N° de 1935 à nos jours... - De 2010 à nos jours - Année 2015 - N° 1168 - octobre 2015 -

Date de mise en ligne : mardi 22 décembre 2015

Date de parution : octobre 2015

Description :

Guy Evrard revient sur un sujet qui lui tient à coeur : comprendre les circonstances politiques qui inspirèrent le projet qui est la raison d'être de notre publication.

Copyright © Association pour l'Économie Distributive - Tous droits réservés

Comme pour justifier mon insistance [1] à vouloir comprendre les circonstances politiques qui inspirèrent le projet de socialisme distributif [2], avec un certain soutien populaire, en France, entre les deux guerres mondiales et bien au-delà de la seconde, j'ai lu opportunément cette référence au philosophe et critique marxiste allemand Walter Benjamin [3] : « La haine de classe est, pour Benjamin, une condition absolument essentielle pour rendre possible un acte politique révolutionnaire. (...) L'acte révolutionnaire, ce n'est pas un acte qui cherche à réaliser une utopie, une image du futur mais c'est un acte qui cherche à donner suite à ce qui a échoué dans le passé. L'injonction pour l'acte politique vient du passé et pas du désir de sauver le futur ». Aujourd'hui, la lutte des classes a toujours sa raison d'être mais peut-être que l'injonction du passé n'est plus assez forte, alors que la nécessité de sauver le futur devient critique et ferait bien l'économie d'une utopie nouvelle, tant l'utopie communiste était ambitieuse et reste difficile à dépasser.

Ce que revendique l'économie distributive

Afin d'en discuter les origines, revenons aux principales idées portées par le socialisme distributif ou l'économie distributive, qui recouvrent aussi un mouvement pour l'abondance :

- L'augmentation de la productivité par la technologie et la science devrait réduire la peine des hommes au travail et ouvrir progressivement à une ère d'abondance.

- Assurer alors un revenu social déconnecté du travail à tous les citoyens conduirait à l'abolition du salariat. Le travail lui-même, à l'exception de certaines tâches qui seraient assurées par un service civique, deviendrait une activité librement choisie.

- La monnaie ne pourrait plus faire l'objet d'épargne ni de crédit rémunérés, interdisant toute manœuvre spéculative. Elle perdrait ainsi son caractère de marchandise. Distribuée dans le revenu social, elle serait créée en juste quantité, tenant compte en même temps des programmes de fabrications et des projets d'investissements décidés démocratiquement, puis détruite à la réalisation de l'achat, du service, de la fabrication ou de l'investissement. Elle resterait néanmoins utile à la régulation de la consommation des matières premières et de la production des richesses, dans une économie non plus de marché mais visant à la satisfaction des besoins en limitant le gaspillage.

Des idées de Marx dès le milieu du 19ème siècle

Dans l'article de Wikipédia intitulé Revenu de base [4], on trouve l'affirmation suivante (7ème alinéa) : « Selon Liêm Hoang-Ngoc deux branches existent pour l'allocation universelle : une marxiste et une libérale. La branche marxiste s'inspirerait des "Grundrisse", ces textes où Karl Marx imagine le développement d'une société où l'humanité sera sortie du salariat et où les machines seules assureront la création de richesses, qui seront reversées sous la forme d'un "revenu socialisé universel". La branche libérale, considérant qu'il convient d'accorder une certaine somme d'argent aux citoyens, tantôt "filet de sécurité", tantôt "capital de départ", pour qu'ils puissent consommer et participer à la vie de la société. À chacun, ce faisant, d'organiser ses dépenses comme il l'entend. »

Les manuscrits de Karl Marx dits « Grundrisse » (Fondements de la critique de l'économie politique) ont été écrits en 1857 et 1858, avant la rédaction du Capital, dont le premier tome fut publié en 1867. La formulation de Liêm Hoang-Ngoc [5] ne laisse aucun doute sur l'origine de deux idées majeures de l'économie distributive rappelées précédemment. Celles-ci résument d'ailleurs pour moi l'utopie communiste depuis bien longtemps, peut-être dès les

premières années 1960, et l'on devrait retrouver ces fondements historiques dans deux dossiers consacrés récemment à la question du revenu social, respectivement par la revue Mouvements [6] et la revue L'économie politique (éd. Alternatives économiques) [7].

Pour Jorge Semprun [8], dans un article publié en 1968, la première traduction française des « Grundrisse », par Roger Dangeville [9] en 1967-1968, devait constituer un événement considérable. En effet, à l'exception de quelques extraits publiés en allemand par Kautsky en 1903, l'essentiel du travail de Marx dans l'élaboration de son oeuvre maîtresse Critique de l'économie politique était resté ignoré, « séquestré par la social-démocratie allemande ». Cependant, peut-être à cause de l'interprétation difficile de textes en allemand, bien que selon Semprun celle-ci fut largement facilitée grâce à l'apport d'Ernest Mandel [10], les exégètes marxistes tardèrent à en apprécier l'importance, tant ils semblaient cantonnés dans une interprétation convenue « des textes qui se sont pétrifiés dans les années 1930 dans le mouvement communiste, et plus particulièrement français, à l'égard des Grundrisse » et plus tard, dans les années 1960, en raison notamment des travaux d'Althusser.

Quoi qu'il en soit, si l'analyse des Grundrisse restait un travail de spécialiste, les idées principales évoquées plus haut étaient certainement déjà connues. On peut penser en effet que la révolution bolchévique de 1917 en Russie, le mouvement d'insoumission dans les tranchées qui s'ensuivit la même année dans le cours de la guerre 1914-1918 qui n'en finissait pas, puis les débats lors de la scission de la SFIO en France avec la création du parti communiste en 1920, avaient favorisé leur diffusion.

La monnaie

Concernant la monnaie, les choses sont à la fois plus complexes et plus simples. Plus complexes dans la mesure où les analyses sont multiples sur le rôle de la monnaie dans le développement de l'économie de marché, comme le rappelle le hors-série d'Alter-natives économiques [11] paru récemment sur le sujet. Dans ce numéro, plusieurs contributions développent l'idée que l'usage d'une monnaie s'appuie sur la confiance et que la monnaie se trouve donc « au coeur du lien social ». Hommage du vice à la vertu, en référence implicite à d'autres pratiques des échanges dans les sociétés non occidentalisées (par exemple don et contre-don) ? Alors que la théorie standard ne veut voir dans la monnaie qu'un simple intermédiaire des échanges, sans influence sur l'économie. Et bien que, dans la société libérale, la monnaie soit devenue le vecteur majeur de l'accumulation du capital et l'instrument de domination des peuples, comme l'euro en fait aujourd'hui la démonstration en Europe contre le peuple grec.

Marx, après Riccardo, théorise sur le rôle de la monnaie dans le système capitaliste. En posant également au départ : « C'est parce que toutes les marchandises mesurent leur valeur d'échange en or, dans la proportion selon laquelle une quantité déterminée d'or et une quantité déterminée de marchandises contiennent autant de temps de travail que l'or devient mesure des valeurs » [12]. Marx qualifie ensuite la monnaie comme marchandise, mais une marchandise particulière puisqu'elle doit servir d'équivalent général et permettre la mesure de la valeur, inscrivant ainsi la monnaie dans le cadre de sa théorie de la valeur. En étudiant les conditions de circulation de la monnaie et distinguant épargne et thésaurisation, Marx ne parvient cependant pas à intégrer les conséquences de la thésaurisation [13]. Le sujet est difficile et nous n'y entrerons pas davantage, revenant aux considérations plus simples sur lesquelles s'appuie l'économie distributive.

La régulation du marché implique le contrôle de la masse monétaire en circulation par une autorité souveraine qui veille à ce que celle-ci corresponde au volume des échanges. Au temps de la monnaie or, il s'agissait d'avoir la haute main sur la production du métal (privée), les réserves d'or de la communauté et la frappe de la monnaie (la création monétaire). Pour les souverains, généralement trop dépensiers (guerres et train de vie), l'exercice devenait souvent insoutenable et ils avaient coutume de prélever une partie de l'or entrant dans la monnaie, réduisant ainsi le pouvoir d'achat de celle-ci et déstabilisant l'économie. Maintenant que la monnaie est à 90% scripturale, la création

monétaire est confiée aux banques privées, via les crédits qu'elles accordent à leurs clients et sur lesquels elles prélèvent intérêt. Des mécanismes de régulation de la masse monétaire en circulation ont certes été mis en place (en Europe cette fonction est assurée par la BCE), mais les Etats n'exercent plus aucune souveraineté active sur ces mécanismes qui sont, de fait, phagocytés par la finance internationale.

L'économie distributive propose que la puissance publique retrouve une souveraineté, démocratique, sur tout le secteur financier, c'est-à-dire notamment le pouvoir de régulation monétaire. D'une part en liant directement la création monétaire aux objectifs d'investissements et aux programmes de fabrications décidés par la communauté, ainsi qu'au versement des revenus sociaux qui auront remplacé les salaires. D'autre part en effaçant strictement la monnaie correspondante (qui ne circule donc pas) dès la réalisation des objectifs et programmes précédents, ainsi qu'à chaque acte d'achat de produits ou services des membres de la communauté, afin d'éviter de nouveau l'émergence de mécanismes de thésaurisation.

Dans une telle perspective, la monnaie est un simple agent administratif. Le développement économique ne repose plus alors sur la stimulation via l'enrichissement, mais sur la volonté des citoyens via leur engagement social, culturel, technique, politique... Il est évident que ce basculement, s'il peut faire partie de la boîte à objectifs pour l'utopie communiste, ne peut constituer une étape intermédiaire dans la lutte politique contre le capitalisme. Il signifie la fin du capitalisme. Ce n'est pas la floraison des monnaies solidaires qui prouve le contraire. Celles-ci restent cantonnées à des marchés locaux et à des produits de consommation courants, qui seraient payables dans le cadre du revenu social. Comment passer aux financements lourds pour les besoins de la communauté, aux échanges extérieurs ? Et, encore une fois, l'exemple grec montre quelles armes les principaux acteurs financiers de la monnaie européenne sont capables de déployer pour combattre toute velléité de rupture, fut-elle pacifique et démocratique, avec l'organisation économique actuelle. Enfin, la monnaie n'entrant plus, à coup sûr, dans la détermination de la valeur, rien n'est dit sur la manière dont celle-ci opérera.

Une troisième voie ?

Dans un article paru dans la Grande Relève en 1978, R. Thuillier [\[14\]](#) s'interroge sur le désintérêt de la gauche d'alors, principalement PS (l'ancienne SFIO devient le PS en 1969) et PCF, par rapport aux propositions de l'économie distributive : « Certes (...), ils proposent toujours le socialisme, mais seulement comme but lointain. Ils n'envisagent absolument plus de l'édifier en faisant, dès à présent, table rase des structures capitalistes. Ils se sont ralliés à des réformismes qui ne font pas peur surtout à des électeurs qu'ils n'ont pas informés des possibilités, et de la nécessité, de changer réellement l'économie et ceci dans l'immédiat ». Il y a dans cette interrogation et dans le constat qui l'accompagne une forme de sophisme.

J'ignore si les propos de l'auteur étaient partagés à l'époque par les responsables du mouvement. On peut en effet convenir qu'une large composante de la gauche, après le vote à droite des Français aux élections législatives qui suivirent les événements de 1968, ne visait plus qu'une unité permettant de conquérir le pouvoir avec seulement des ambitions réformistes. Ce qui advint avec l'élection de François Mitterrand à la présidence de la république en 1981.

Toutefois, il convient de positionner le socialisme distributif ou l'économie distributive depuis leur émergence, par rapport à la SFIO et au PCF. En 1905, Jaurès réalise l'unité du mouvement socialiste. En 1920, nous l'avons rappelé, la SFIO éclate avec la formation du parti communiste. Cette rupture ne remet pas en cause la dénonciation du capitalisme. À la fin des années 1920, alors que sévit la crise de 1929, Jacques Duboin [\[15\]](#), [\[16\]](#) abandonne l'activité politique (il fut élu député en 1921 du bloc républicain de gauche et appelé en 1926 comme sous-secrétaire d'État au Trésor, au cabinet du ministre des finances Joseph Caillaux, dans le gouvernement d'Aristide Briand) « pour se consacrer à l'éducation économique des Français », ayant compris que « les changements structurels nécessités par le développement des forces productives ne seraient jamais entrepris par le Parlement. Ce sont les

électeurs qui nomment les parlementaires, or ces électeurs ne sont pas en mesure, dans leur immense majorité, de comprendre que des structures économiques faites pour des temps de rareté doivent être transformées lorsque l'abondance fait son entrée dans le monde ». Il fondera La Grande Relève en 1935. En 1936, c'est le Front populaire. Les années 1930 sont aussi celles de la montée du fascisme.

Jacques Duboin s'est donc placé lui-même en dehors de l'arène politique dans une période de notre histoire où la gauche française avait de sérieuses préoccupations stratégiques et n'accordait sans doute plus l'importance qu'il aurait fallu à la réflexion théorique, sur des fondements auxquels elle restait encore probablement attachée dans ses deux principales composantes. Les conquêtes sociales du Front populaire, puis du Conseil National de la Résistance à l'issue de la seconde guerre mondiale en témoignent. L'idée d'une stratégie de troisième voie entre celles du PCF et de la SFIO vers l'objectif de défaire le capitalisme semble donc peu consistante dans cette période. Avec quelles forces politiques ?

Passées les grandes réformes de la Libération et l'entrée en vigueur de la 4^{ème} République (1946), les ministres communistes quittent le gouvernement (1947). Les guerres d'indépendance ont débuté dans les colonies françaises (1946 en Indochine) et la guerre froide s'installe entre le monde occidental et les pays socialistes (1947-1989), avec une des conséquences, l'émergence du mouvement des non-alignés (1956). Il vint peut-être à l'idée de certains des adeptes du socialisme distributif d'emprunter une troisième voie entre socialisme et capitalisme [\[*\]](#), comme semblait l'analyser Eric Gougeot [\[17\]](#) il y a quelques années : « A la jonction du libéralisme et de l'intérêt collectif, l'économie distributive, économie équilibrée et évolutive, véritable alternative au capitalisme (...) Les gens de droite y trouvent plus de liberté d'initiative que dans le libéralisme, les gens de gauche plus de solidarité que dans les États socialistes, les écologistes peuvent enfin concilier développement et décroissance ». Si, dans cette période, l'hypothèse paraît plus crédible, notamment après les révélations de Krouchtchev devant le 20^{ème} congrès du parti communiste de l'Union Soviétique (1956), c'était quand même ignorer les racines théoriques marxistes qui fondent en réalité l'économie distributive comme nous l'avons vu. Et, sauf à s'appuyer sur le marais centriste, dans lequel trempa un moment la SFIO, puis le PS (de 1947 à 1951 sous la 4^{ème} république, puis jusqu'à la signature du Programme commun avec le PCF en 1972 sous la 5^{ème} république), qui n'a jamais débouché que sur des politiques de droite, on ne voit pas avec quelles forces politiques conduire une telle stratégie.

Et maintenant ?

Il est peut-être temps de convenir, avec Jean Ortiz [\[18\]](#), que « L'idée communiste [que j'ai appelée l'utopie communiste] continue à travailler le monde malgré la débâcle du "socialisme réel" (...) » et que rien ne semble émerger pour la dépasser, si l'on veut bien considérer les visions posthumaniste ou transhumaniste comme mirages [\[19\]](#), voire perversions de l'humanité. De constater aussi avec lui que n'est pas invalidée « l'exigence du bien commun, des biens communs, du partage du collectif, de la socialisation, du bonheur individuel et collectif, "de l'horizon d'un homme à l'horizon de tous" (Paul Eluard). La "question sociale", essentielle, reste à résoudre. Elle est désormais imbriquée, intrinsèquement liée, à la "question écologique". On ne résoudra pas l'une sans l'autre... "Socialisme (éco socialisme) ou barbarie". Le capitalisme porte en lui un ordre prédateur et cannibale de l'homme et de l'environnement, de la nature, des écosystèmes, un mode suicidaire de produire, de consommer, de croître. L'ordre injuste et violent du monde est délibérément, volontairement organisé par les classes dominantes [une violence que ne dément pas le dernier livre des Pinçon-Charlot [\[20\]](#), [\[21\]](#)]. Il ne constitue pas un état naturel à subir, donné à tout jamais, intouchable ».

Le socialisme distributif ou l'économie distributive défendent-ils autre chose ? Il me semble que La Grande Relève ferait entendre encore mieux sa voix en redécouvrant ses racines les plus profondes. Ce qui n'interdit évidemment pas de les discuter à la lumière de nouvelles réflexions théoriques et de nouvelles expériences sociales.

[1] G. Evrard, Socialisme distributif : quoi de neuf ?, La Grande Relève, GR1165, juin 2015.

[2] M.-L. Duboin, Remontons à la source, GR1166, juillet 2015.

[3] C.-C.Härle, L'acte révolutionnaire cherche à donner suite à ce qui a échoué dans le passé, entretien réalisé par J.Skalski dans le cadre de l'édition 2014 de Citéphilo, l'Humanité des débats, 19-20-21 juin 2015.
C.-C. Härle est professeur à l'université de Sienna, spécialiste de la littérature allemande du 20ème siècle et de la philosophie française contemporaine. Coéditeur du Baudelaire de Walter Benjamin (éd. La fabrique, 2013), le philosophe et critique marxiste allemand mort en exil en France en 1940.

[4] Revenu de base, https://fr.wikipedia.org/wiki/Revenu_de_base

[5] Liêm Hoang-Ngoc est économiste, maître de conférences à Paris 1 Sorbonne. Euro député du PS de 2009 à 2014, il est en désaccord avec la politique conduite par François Hollande depuis 2012 et a quitté récemment le PS.

[6] Un revenu pour exister, multiples contributions, Mouvements, n° 73, 2013/1, éd. La découverte-
<http://www.cairn.info/revue-mouvements-2013-1.htm>

[7] Faut-il défendre le revenu de base ?, multiples contributions, L'économie politique, n°67, juillet 2015.
http://www.alternatives-economiques.fr/faut-il-defen-dre-le-revenu-de-base- fr_pub_1385.html

[8] J.Semprun, Economie politique et philosophie dans les "Grundrisse" de Marx, dans L'homme et la société, 1968, vol. 7, n° 7.
http://www.persee.fr/web/revues/home/prescript/article/homso_0018-4306_1968_num_7_1_1099

[9] K. Marx, Fondements de la critique de l'économie politique, traduction de R. Dangeville, 2 volumes, éd. Anthropos, Paris, 1967-1968.

[10] E. Mandel, La formation de la pensée économique de Karl Marx de 1843 jusqu'à la rédaction du "Capital", éd. F. Maspéro, Paris, 1967.

[11] La monnaie et ses mystères, contributions multiples, Alternatives économiques, hors-série n°105, avril 2015.

[12] S. de Brunhoff, Originalité et actualité de la théorie monétaire de Marx, dans Revue économique, 1967, vol. 18, n° 1. Citation de K.Marx, Contribution à la critique de l'économie politique, Editions sociales, p. 40.

[13] C. Benetti, La théorie de la monnaie-marchandise chez Marx, dans Cahiers d'économie politique, 1987, vol. 13, n° 13.

[14] R. Thuillier, Pourquoi la gauche ne nous suit pas ?, GR 761, novembre 1978.

[15] J. Duboin, Association pour l'Economie Distributive <http://www.economiedistributive.fr/Jacques-Duboin>

[16] J. Duboin, https://fr.wikipedia.org/wiki/Jacques_-Duboin

[*] Note de la rédaction : pour éviter aux fidèles lecteurs toute confusion, rappelons qu'un numéro spécial de La Grande Relève a été intitulé La Troisième Voie (expression d'ailleurs reprise plus tard par T. Blair pour désigner tout autre chose). Ce N°961 (déc 1996) présentait nos analyses en montrant que nos propositions ne sont ni le libéralisme économique ni le régime stalinien de l'URSS. Et la citation qui suit exprime l'avis personnel de son auteur à ce sujet.

[17] E.Goujot, Economie distributive en quelques pages, <http://ecodistributive.chez-alice.fr/?page=argumentaire>

[18] J. Ortiz, Essayer d'être communiste, repris de Chroniques latines, dans l'Humanité, 27/7/2015. J. Ortiz est maître de conférences à l'Université de Pau. Il est spécialiste des littératures de langue espagnole, en particulier des pays d'Amérique latine. Voir son intéressante biographie dans https://fr.wikipedia.org/wiki/Jean_Ortiz

Comment l'économie distributive s'inscrit dans le socialisme historique

[19] A. Pavé, Les cailloux du petit poucet, éd. EDP Sciences, 2015, Transhumanisme et posthumanisme : un mirage ? Un eugénisme moderne ?

[20] M.Pinçon et M.Pinçon-Charlot, La violence des riches - Chronique d'une immense casse sociale, éd. La Découverte/Poche, 2014.

[21] B.Blavette, Les coulisses de la domination, GR 1147.